

Arrêté n°2024-435-A

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville de Montbrison à compter du 29/04/2024

Demande déposée le 22/03/2024	
Affichage récépissé dépôt de dossier : 29/03/2024	
Par :	Monsieur POMPEL Pierre-Antoine
Demeurant à :	219 Rue des Chênes 42210 CRAINTILLEUX
Sur un terrain sis à :	6 Rue Notre Dame 42600 MONTBRISON 147 BK 774
Nature des travaux :	Remplacement des huisseries et création de fenêtres de toit

N° DP 042 147 24 M0087

Surface de plancher  
créée : 0 m<sup>2</sup>

**Le Maire,**

Vu la déclaration préalable présentée le 22/03/2024 par Monsieur POMPEL Pierre-Antoine,

Vu l'objet de la demande :

- pour le remplacement des huisseries et la création de fenêtres de toit,
- sur un terrain situé 6 rue Notre Dame, 42600 MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

**Zone : Up1,**

Vu l'accord assorti des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Loire en date du 12/04/2024,

### **A R R E T E**

**Article 1 :** La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de **non-opposition** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées ci-dessous.

**Article 2 :** Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France, dans l'avis de l'UDAP ci-joint, devront être strictement respectées :

- La pose de menuiseries du type « rénovation » qui élargissent les montants est exclue. Les dormant existants seront à déposer.
- Les menuiseries seront réalisées en bois suivant les modèles anciens traditionnels avec des sections vues et profils des montants bien choisis (pièce d'appui arrondie, jet d'eau à doucine).

Les fenêtres seront agrémentées par la pose de petits bois EXTÉRIEURS (pas dans le double vitrage mais pouvant être collés sur double vitrage ou clipsés sur les montants permettant une meilleure performance thermique) avec 1 petit bois par vantail formant 2 carreaux.

- Les châssis des fenêtres de toit devront être :

- de dimension maximum 80/100,
  - ne pas dépasser les 2/3 bas du pan de toit laissant ainsi libre le dernier 1/3 haut de la toiture de tout artifice,
  - agrémentés d'un montant central reprenant le modèle traditionnel (modèle patrimoine de chez velux ou marque PMR CAST ou équivalent),
  - encastrés dans la couverture (sans saillie par rapport au nu du toit),
  - axés soit sur les travées de baies de façades, soit sur les trumeaux de la façade et composées avec la façade.
- Les volets roulants extérieurs en surépaisseur du toit sur fenêtre de toit ne sont pas autorisés.

MONTBRISON, le 29 avril 2024

Pour le Maire,  
Pierre CONTRINO,  
Adjoint Délégué



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Taxe d'aménagement :** pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 01/09/2022, une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Biens immobiliers ».